

Le scandale Péan

Par François Soudan, le 6 décembre 2005

<http://www.jeuneafrique.com/129065/archives-thematique/le-scandale-p-an/>

L'auteur à succès d'« Affaires africaines » et de « La Face caché du "Monde" » récidive. Cinq cents pages d'enquête au vitriol sur le génocide rwandais. Œuvre salubre ou livre de trop ?

Avec ses allures d'éternel étudiant, son charisme un peu candide, ses certitudes de premier communiant et ses 67 ans qui en paraissent dix de moins, l'homme s'avance masqué. Mais, comme chacun le sait désormais, Pierre Péan est capable de tout. Du meilleur, bien sûr : en trente années de carrière et presque autant de livres, cet enquêteur farouchement indépendant a publié une demi-douzaine de best-sellers incontournables – à propos du *Monde*, de la jeunesse de François Mitterrand, des « affaires africaines », du pétrole ou de Jean Moulin –, justement salués. Mais aussi, puisqu'on n'écrit pas autant, aussi vite et avec autant de fougue sans un ou deux ratés magistraux, du pire. Son « Vol UT 772 », contre-enquête sur l'attentat contre le DC10 d'UTA exonérant la Libye de toute responsabilité dans ce crime au profit d'une mystérieuse piste iranienne, est ainsi venu démontrer qu'aucun *investigative reporter*, fût-il une référence en ce domaine, n'était à l'abri d'une manipulation.

Pavé de cinq cents pages dans la trouble mare des relations franco-rwandaises, *Noires fureurs, blancs menteurs*, publié le 23 novembre à Paris et déjà au cœur d'un petit scandale médiatique, relève, hélas !, de cette dernière catégorie : celle des « livres de trop » signés Pierre Péan.

Péan a toujours eu une obsession éditoriale : faire du politiquement incorrect. Pourquoi pas, en effet. Dans le cas d'espèce, cette réécriture de la tragédie contemporaine du Rwanda et de son génocide le taraudait, semble-t-il, depuis près de dix ans. À ses yeux, l'Histoire officielle n'est que mensongère, rien n'est tel qu'il paraît être, tout est lié et codé, tout est affaire de sociétés secrètes, de cabinets noirs et de redoutables manipulateurs. Il suffit de décrypter pour que la vérité éclate, quitte à flirter en permanence avec la théorie du complot. Et quelle vérité ! Quel complot ! Un homme, Paul Kagamé, sorte de Pol Pot noir en plus machiavélique, a sciemment planifié et provoqué, avec l'appui de la CIA, des Belges et de l'Ougandais Yoweri Museveni, l'extermination d'une partie de sa propre ethnie – les Tutsis – et le trucidage massif des Hutus, afin de parvenir au pouvoir et, accessoirement, de chasser la France de ces nouvelles marches de l'empire anglo-saxon. Tel est le noyau dur de *Noires fureurs, blancs menteurs*, l'effarant constat de Péan et le résumé limpide de son livre*.

Signalons tout d'abord, avant de revenir sur les principaux points de la démonstration de notre enquêteur, que cette thèse n'est pas nouvelle même si elle n'avait jamais été exprimée de façon aussi insolente. Une douzaine de livres, signés par des exilés rwandais proches de l'ancien régime, des dissidents du FPR (parti au pouvoir à Kigali), des historiens belges ou français, un ancien diplomate (Jacques-Roger Booh-Booh), des journalistes canadien et camerounais (Charles Onana) et même l'ex-chef des services spéciaux de Mobutu, Honoré N'Gbanda, ont été publiés sur ce thème au cours de cette dernière décennie. Quelques semaines avant la parution de *Noires fureurs...* est sorti, aux Éditions du Panama à Paris, le témoignage d'un ancien membre de l'armée de Kagamé, le lieutenant Abdul Ruzibiza, intitulé *Rwanda, l'histoire secrète***. Ce Tutsi au parcours chaotique, présenté à Kigali comme un affabulateur qui aurait exagéré son rôle, traîne derrière lui une énorme frustration : l'APR, dont il était membre jusqu'en 2001, n'a pas su empêcher que sa famille soit exterminée pendant le génocide de 1994. Une rancœur qui n'explique pas sa trouble désertion sept années plus tard, mais qui justifie à ses yeux le théorème suivant : Kagamé savait que la guerre risquait de déclencher le massacre des Tutsis de l'intérieur. Il l'a quand même faite. CQFD. Réfugié en Ouganda, puis en Norvège, Abdul Ruzibiza est également le témoin clé du juge d'instruction français Jean-Louis Bruguière, dont les conclusions de l'enquête, partiellement publiées par *Le Monde* en mars 2004, attribuent au FPR la paternité de l'attentat du 6 avril 1994 contre le Falcon 50 transportant le président Habyarimana et son homologue burundais – lequel attentat fut, on le sait, le principal élément déclencheur du génocide.

Pierre Péan, qui apporte le poids de sa notoriété éditoriale à cette thèse, en absolvant au passage les extrémistes hutus de toute responsabilité dans cet attentat, s'inspire largement de ces livres tout au long de sa propre enquête. Outre que cela démontre que ces ouvrages existent bel et bien, même s'ils ont eu pour la plupart, faute de lecteurs, un destin confidentiel – aucun « complot » n'est donc intervenu pour empêcher cette « autre vision » de s'exprimer –, ce recours systématique à des témoignages de seconde main émanant d'auteurs qui ont tous des comptes personnels à régler avec l'actuel régime de Kigali laisse une impression de malaise. Péan, qui n'a pas enquêté sur le terrain au Rwanda et à qui l'idée même de rencontrer un jour l'objet de son investigation, en l'occurrence Paul Kagamé, fait horreur (« *Je ne voudrais pas être contraint de lui serrer la main, écrit-il, encore moins de lui parler* ») revendique donc en quelque sorte son statut de procureur. À charge, uniquement à charge : on appelle cela un brûlot, un pamphlet, un libelle, en aucun cas ce document que son éditeur Claude Durand (Fayard/Mille et Une Nuits) a cru bon de ranger au rayon de sa collection « Enquête ». Il n'existe en réalité qu'une seule curiosité, inédite et passablement intéressante dans *Noires fureurs...* : la publication d'un certain nombre de verbatim de réunions de crise effectuées à l'Élysée avant et pendant le génocide et l'opération Turquoise, ainsi que quelques lettres adressées par François Mitterrand – notamment à Juvénal Habyarimana. Il en ressort que le président français avait vivement encouragé son homologue rwandais à desserrer l'étau de son pouvoir, qu'il avait conscience de l'intérêt géostratégique du pays des Mille Collines pour le maintien du « pré carré » français (« *Nous sommes à la limite du front anglophone ; il ne faut pas que l'Ouganda se permette tout et n'importe quoi...* », explique-t-il dès janvier 1991) et que Turquoise ne fut pas conçue, tout au moins à l'origine, comme une simple opération de mise à l'abri des génocidaires hutus. Au passage, Péan tord le cou sur un chapitre entier à une sale rumeur depuis longtemps considérée comme une intox pure et simple par tous les observateurs sensés : celle qui fit un moment de Jean-Christophe Mitterrand l'heureux copropriétaire, avec un fils Habyarimana, de champs de cannabis dans la forêt de Nyungwe. Au cours de cette guerre, chaque camp a utilisé l'arme de la désinformation. Traquer ce genre de procédé est salutaire. Le faire de façon unilatérale pose problème.

Réhabiliter la France et son armée

Au moment où Brigitte Raynaud, juge d'instruction au tribunal des armées, rentre de Kigali où elle est allée enquêter sur la plainte déposée par six ressortissants rwandais contre les militaires du contingent Turquoise, au moment aussi où l'« affaire Mahé » s'emballa entre Paris et Abidjan, cette préoccupation essentielle de Pierre Péan tombe à pic pour le ministère de la Défense. « *Au terme de mon enquête, j'affirme que Turquoise a été une opération vraiment humanitaire, totalement claire et sans arrière-pensées, pour reprendre les termes de l'amiral Lanxade* », assure-t-il. Quelle enquête ? Elle ne s'est pas faite, on l'a vu, sur place, ce qui en limite grandement la validité. En admettant que les intentions de Turquoise étaient vierges de tout sous-entendu, que sait Péan de la réalité et de la pratique de cet engagement armé, pendant et avant le génocide ? Rien ou presque rien. Pourquoi passe-t-il aussi vite sur la coopération militaire entre Paris et Kigali avant 1994, sur les affrontements directs entre soldats français et rebelles tutsis, sur les livraisons d'armes aux FAR (Forces armées rwandaises) jusqu'en avril 1994, sur la formation, par des conseillers français, de ce fer de lance du génocide que fut la Gendarmerie ? Pourquoi ne dit-il mot sur ce qui se passait aux barrages routiers tenus conjointement par les FAR d'Habyarimana et les paras venus de France ? Comment prétend-il pouvoir solder cette lourde connivence par une phrase – « *La France aide le Rwanda à monter un outil servant à prévenir et combattre les actes de terrorisme qui sont perpétrés sur tout le territoire* » –, comme si cet « outil » n'avait pas servi immédiatement à perpétrer des massacres, puis le génocide ? Manifestement préoccupé par l'image posthume de François Mitterrand, de son entourage (Hubert Védrine, Bruno Delaye) et de son gouvernement d'alors (Édouard Balladur, Alain Juppé, Michel Roussin, François Léotard...), Pierre Péan se livre à la réhabilitation systématique de l'un des épisodes les plus contestables de sa présidence. Il ne sera pas dit que cette France-là fut complice du génocide. Elle ne le fut d'ailleurs pas de façon active, se contentant de fermer les yeux sur une apocalypse annoncée qui valait mieux, à tout prendre, qu'un pion de plus dans l'escarcelle de l'empire américain.

Absoudre Habyarimana et ses proches

Au fil des pages de *Noires fureurs...* et tout spécialement à la lecture du chapitre consacré aux « *Vains efforts d'Habyarimana* », le président assassiné apparaît comme une sorte de naïf constamment roulé dans la farine par les machiavels tutsis et injustement diabolisé. On ne saura rien de la formation des milices de tueurs Interahamwe ni du rôle de l'Akazu, rien de la mise en place des listes de Tutsis et d'opposants hutus à éliminer bien avant le 6 avril 1994, rien de la propagande, de Radio Mille Collines ni des achats massifs de machettes en Chine, tout cela s'étant apparemment déroulé à l'insu d'Habyarimana et de ses protecteurs français – à moins que tout cela n'ait, après tout, jamais existé. Si l'on en croit Péan, les pogroms anti-Tutsis des années 1990-1993 « *n'étaient que la conséquence directe et inéluctable des actions violentes du FPR* », comme si le détonateur du 6 avril 1994 n'avait été précédé d'aucune préparation. « *Pour comprendre la tragédie rwandaise, écrit l'auteur, il faut constamment avoir en tête les frustrations, la colère et l'amertume des responsables d'un régime constamment méprisé, humilié par la communauté internationale.* » Avant d'ajouter que, si Habyarimana et ses gens « *voient des complots partout* », il faut dire « *qu'ils n'ont pas complètement tort* ». Effectivement très critiqué à l'époque, le régime de Kigali était donc une victime et ses « frustrations » expliqueraient la suite. À moins qu'elles ne servent de circonstances atténuantes. On croit rêver.

Diaboliser les Tutsis

C'est sans doute le passage le plus inquiétant et le plus inacceptable de *Noires fureurs...* Un chapitre de 28 pages, sous-titré « *Une brève histoire des rivalités, stratégies et ruses politiques au pays des Mille Collines* », dans lesquelles Pierre Péan se livre à une analyse ethniciste de la « culture » tutsie. Pour ce faire, notre auteur s'appuie – entre autres – sur les « travaux » d'Antoine-Théophile Nyetera, opposant vivant en Belgique, membre de l'ex-famille royale tutsie et qui n'a guère d'historien que le nom. Les conclusions qu'en tire Péan puisent au rayon des pires clichés coloniaux et dans ceux, meurtriers, des nostalgiques du Hutu power. Qu'on en juge : « *La culture du mensonge et de la dissimulation domine toutes les autres chez les Tutsis et, dans une moindre part, par imprégnation, chez les Hutus. [...] Cette formation au mensonge a été observée par les premiers Européens qui ont eu un contact privilégié avec les Tutsis* », explique Pierre Péan au terme d'une longue démonstration. Enquêter au Rwanda, qu'il qualifie de « *pays des mille leurres* », relèverait donc du « *pari impossible* », tant les « *masques* » et les « *faux-semblants* » sont partout. Sans doute est-ce pour cela qu'il n'a pas pris la peine de s'y rendre. Mais, attention : pour douteux qu'il soit, l'argument est réversible. Revenant sur cette « *culture du mensonge* », Péan affirme en effet qu'elle est « *particulièrement développée au sein de la diaspora tutsie* ». Or, la plupart des sources rwandaises sur lesquelles il s'appuie tout au long de son livre, de Ruzibiza à Nyetera, sont... des Tutsis exilés.

En finir avec Kagamé

Un tel peuple, décrit sous de tels traits, ne pouvait logiquement enfanter qu'un monstre. Le portrait que Pierre Péan trace de Paul Kagamé s'autodétruit au fil des lignes, de par l'outrance et la violence de son propos. Rumeurs de énième main, ragots d'exilés, pseudo-témoignages, tout y passe, rien n'est vérifié et tout est bon à prendre pourvu que la haine soit au rendez-vous. Sous la plume de Péan, Kagamé commence sa carrière criminelle comme délinquant dans les rues de Kampala et de Nairobi. Trafiquant de drogue et tueur à gages, il est recruté par Museveni et devient tortureur d'Ougandais avant de mettre en œuvre son projet démoniaque. Sous la férule de ce chef « *terrifiant* » et « *sanguinaire* », le Rwanda d'aujourd'hui est un camp de concentration où les Hutus sont « *réduits au statut d'untermenschen* » [« sous-hommes » : ainsi les nazis appelaient-ils les Juifs]. Appelés à la barre par Péan, des témoins, tous indignes de foi parce que tous tenaillés par le besoin de régler des comptes, se bousculent pour dépeindre un Kagamé corrupteur, inculte (il « *ne lit aucun dossier* » et « *s'entoure de gens stupides* »), ivre de pouvoir, paranoïaque au point de ne dormir qu'une heure trente par nuit, et dont l'entourage se compose de « *criminels de guerre doublés de chefs mafieux* ». Inutile de préciser que tous ceux qui se sont rendus au Rwanda et à qui il est arrivé de rencontrer Kagamé ne reconnaissent dans cette description

ni l'homme, ni ses collaborateurs, ni son pays. Péan balaiera notre témoignage d'un revers de la main : nous sommes tous des « *idiots utiles* » manipulés...

Minimiser le génocide

Sur les cinq cents pages consacrées à sa « *reconsidération* » de l'Histoire récente du Rwanda, Pierre Péan n'en dédie qu'une vingtaine à cet événement majeur du XX^{ème} siècle en Afrique. Et, dans le cadre de ce révisionnisme fondamental, trois lignes – à peine un détail – concernent le génocide des Tutsis, qu'il convient au demeurant de relativiser : « *Si le fait est incontestable, il ne traduit qu'une partie de la réalité.* » Ce qui intéresse Péan dans le cadre de sa démonstration, ce n'est pas cela, mais la prise en compte, depuis 1990, de tous les « *crimes* » commis par le FPR de Kagamé et son armée. Abdul Ruzibiza et d'autres témoignages, tous déjà publiés ailleurs, sont une nouvelle fois appelés à la rescousse pour décrire ces exactions sur lesquelles, on en conviendra, ni la presse ni la communauté internationale n'ont jusqu'ici suffisamment enquêté. Mais en quoi ce souci justifie-t-il la prise en compte par l'auteur, sans aucune distance ni explication, du chiffre « faurissonien » de 280 000 Tutsis massacrés entre avril et juin 1994 ? Si les décomptes officiels (800 000 selon l'ONU, un million selon Kigali) ne sont peut-être pas intouchables, encore fallait-il appuyer cette mirobolante révision sur autre chose que l'unique « *témoignage* » – encore un – d'un ancien ministre de la Défense de Kagamé et ex-membre des forces armées du régime déchu, Emmanuel Habyarimana, exilé lui aussi (en Ouganda puis en Suisse), alors que les gacaca – tribunaux traditionnels – étaient sur le point de le rattraper.

Dénoncer les « *blancs menteurs* »

Pierre Péan a une certitude : jamais la victoire de Paul Kagamé et du FPR n'aurait été possible sans l'appui et le travail d'un puissant lobby, occulte et malfaisant, tapi dans l'ombre des médias et des ONG, à Paris et à Bruxelles. « *Le Rwanda, écrit-il, rend fous ceux qui défendent Kagamé et les Tutsis.* » Le mal l'aurait-il gagné à son tour ? Le dernier tiers de son livre donne le tournis, et parfois la nausée. Comme les Interahamwe en 1994 ou le FPR à l'époque de l'épuration, Péan dresse des listes dans lesquelles ceux qu'il appelle « *les enragés de la cause* » figurent en fonction de leur propre origine, de l'origine ethnique de leurs compagnes (tutsies, on l'aura compris), voire de leur confession ou de leurs convictions (protestants, « *sionistes* » et surtout... antifrçais). On passera sur le cas du général canadien Roméo Dallaire, patron de la Minuar en 1994, « *l'œil et le bras de Washington* », qui « *méprise les Africains francophones* » et qui aurait hébergé « *une Tutsie sous son toit* », pour s'attarder sur les membres du « *cabinet noir du FPR* », lynchés par Péan avec une rare violence. On y trouve, pêle-mêle, la journaliste belge Colette Braeckman, une « *sympathisante consciencieuse* » du Front qui aurait « *trompé ses nombreux lecteurs* », et sa consœur Marie-France Cros. Le grand reporter du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry, dont Péan qualifie la relation de visu du massacre des Tutsis de Bisesero en juin 1994, sous l'œil indifférent des Français du contingent Turquoise, de « *grave et monstrueuse manipulation* ». Les chercheurs du CNRS Gérard Prunier et surtout Jean-Pierre Chrétien, tutsiphile impénitent dont il faudra « *dire un jour la responsabilité dans la tragédie rwandaise* ». La journaliste de RFI Madeleine Mukamabano (une Tutsie, évidemment) qui « *sait parfaitement jouer le rôle de rescapée de la barbarie hutue* » et dont la fonction était de « *séduire et convaincre les personnalités françaises* », etc. Cette cinquième colonne, à laquelle il convient d'ajouter la mystérieuse espionne Imma T. qui « *parlait bien et pleurait facilement* », a à son tour recruté une collection d'« *idiots utiles* », naïfs et manipulés, à l'image de Michel Rocard, Bernard Kouchner ou Jean Lacouture. Seul manquait à ce tableau un chef d'orchestre clandestin. Péan l'a trouvé en la personne du Français Jean Carbonare, 79 ans, anticolonialiste protestant, fondateur de l'association Survie, ex-conseiller de Kagamé, devenu « *un vieux monsieur aigri et méchant* » et qui aurait plus fait – avec son disciple François-Xavier Verschave – pour la prise du pouvoir par Kagamé que tous les bataillons de l'APR. Si l'activisme, les outrances et les dérapages de ces deux contempteurs de la « *Françafrique* » ne sont pas niables, en faire les deux ex machina du lobby que le FPR a effectivement entretenu dans les capitales européennes au cours des années 1990 est proprement sidérant. Il est vrai que Carbonare est, aux yeux de Péan, un

récidiviste. Il a, nous signale-t-il, milité pendant la guerre d'Algérie « avec le FLN et contre la France ». On ne se refait pas.

Que dire de plus, au terme de ces cinq cents pages ? Que la seule enquête qui vaille, celle qui établira pour l'Histoire les responsabilités directes dans l'attentat du 6 avril 1994 contre Habyarimana demeure à faire ? C'est une évidence. Que Pierre Péan, que l'on a connu décidément beaucoup mieux inspiré au point que l'auteur de ces lignes finit par se demander s'il s'agit bien de l'homme qu'il lui est arrivé de rencontrer de temps à autre depuis vingt ans, aura déçu nombre de ceux qui avaient pour lui de l'admiration professionnelle ? C'en est une autre. En ces temps de grande confusion où, de Dieudonné à Finkelkraut en passant par Dan Brown et Thierry Meyssan, les théories de la conspiration et autres « effroyables impostures » tiennent lieu de certitudes, la boucherie rwandaise décodée par Pierre Péan semble promise à un certain succès de librairie. Et si, après tout, c'était cela et uniquement cela que recherchait notre enquêteur en entamant son voyage par procuration au pays des mille spectres ?

*Dans une interview à L'Express, Pierre Péan semble prendre in extremis quelque distance avec ses propres écrits : « *Je ne dis pas, explique-t-il à propos de Kagamé, qu'il savait l'ampleur que prendraient les représailles. [...] Je ne vois pas un personnage en Afrique à qui l'on peut imputer une telle hécatombe.* » Or, dans son livre, Péan écrit ceci (en page 19), qu'il présente comme une évidence : « *Il apparaît d'abord que, dans la phase ultime de sa stratégie de conquête du pouvoir, Kagamé a planifié l'attentat, donc planifié aussi sa conséquence directe : le génocide des Tutsis perpétré en représailles.* » *Noires fureurs, blancs menteurs*, de Pierre Péan, Mille et Une Nuits, Paris, 2005, 544 pages, 22 euros.

***Rwanda, l'histoire secrète*, d'Abdul Joshua Ruzibiza, Éditions du Panama, Paris, 2005, 488 pages, 22 euros.